

ENQUÊTE

« Panama Papers » : en Algérie, l'argent du pétrole passe par l'offshore

Par Joan Tilouine

LE MONDE Le 04.04.2016 à 17h18 • Mis à jour le 06.04.2016 à 00h17

S'abonner dès 1 € [Réagir](#) ([#liste_reactions](#)) [Ajouter](#)Partager (9 431) [Tweeter](#)

Chakib Khelil, ex-ministre de l'énergie et des mines et patron de la Sonatrach, avec le président algérien Abdelaziz Bouteflika. Crédits : FAYEZ NURELDINE / AFP

L'accueil en grande pompe, le 17 mars, de Chakib Khelil, le ministre de l'énergie algérien de 1999 à 2010, en fuite depuis trois ans et soupçonné de corruption, a été pris en [Algérie](#) comme une provocation – la preuve de l'impunité dont jouissent les proches du chef de l'Etat. Et une façon d'enterrer l'affaire Sonatrach, la compagnie pétrolière nationale, qui défraie la chronique depuis 2010. Le mandat d'arrêt [international](#) contre M. Khelil a été annulé pour vice de forme, le juge qui a instruit l'affaire muté, le procureur général limogé. Mais l'ancien ministre n'a pas été blanchi par la [justice](#) algérienne.

Les « Panama papers » en trois points

- *Le Monde* et 108 autres rédactions dans 76 pays, coordonnées par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), ont eu accès à une masse d'informations inédites qui jettent une lumière crue sur le monde opaque de la finance offshore et des paradis fiscaux.
- Les 11,5 millions de fichiers proviennent des archives du cabinet panaméen Mossack Fonseca, spécialiste de la domiciliation de sociétés offshore, entre 1977 et 2015. Il s'agit de la plus grosse fuite d'informations jamais exploitée par des médias.
- Les « Panama papers » révèlent qu'outre des milliers d'anonymes de nombreux chefs d'Etat, des milliardaires, des grands noms du sport, des célébrités ou des personnalités sous le coup de sanctions internationales ont recouru à des montages offshore pour dissimuler leurs actifs.

C'est donc depuis son pays que l'ami d'enfance du président Abdelaziz Bouteflika pourra [suivre](#) l'audience qui devait s'ouvrir lundi 4 avril, à Milan. La justice italienne [enquête](#) depuis 2013 sur un versement de 198 millions d'euros effectué par Saipem, une filiale du groupe pétrolier italien ENI, à des intermédiaires proches de M. Khelil, en contrepartie de plus de 8 milliards d'euros de contrats signés avec Sonatrach.

L'épisode italien fait suite à une première procédure, qui a débuté en 2010 par la spectaculaire décapitation judiciaire de l'ensemble du [management](#) du groupe pétrolier public et s'est soldée, le 2 février, par des peines plutôt légères pour l'ancien PDG de la Sonatrach et deux de ses enfants. Les douze autres accusés ont bénéficié de non-lieu ou de peines avec sursis.

Déjà condamnée pour corruption, en 2013, au [Nigeria](#), Saipem s'était attaché en Algérie les services de deux hommes de confiance de l'ancien ministre de l'énergie algérien, Farid Bedjaoui et Omar Habour, aujourd'hui tous deux en cavale et soupçonnés d'avoir orchestré le versement de commissions à des officiels algériens et aux dirigeants de Saipem.

Myriade de comptes offshore

La firme panaméenne Mossack Fonseca a d'ailleurs enregistré, au début des années 2000, une myriade de [société](#)s offshore pour le compte de Farid Bedjaoui, 46 ans, *golden boy* de nationalité algérienne, française et canadienne, dont le dernier lieu de résidence connu est Dubaï. Neveu de l'ancien ministre des [affaires étrangères](#), il est aujourd'hui au cœur du dossier. C'est sur les comptes bancaires émiratis de l'une de ses sociétés, Pearl Partners Ltd, domiciliée à [Hongkong](#), qu'ont été versés les 198 millions d'euros, conformément au contrat signé le 17 octobre 2007 avec Saipem – de simples honoraires, selon ses avocats.

Une partie de cette somme a ensuite été transférée vers la société Sorung Associates Inc., une entité créée par Mossack Fonseca à la demande de la société [suisse](#) de gestion de fortune Multi Group Finance, le 28 février 2007. M. Bedjaoui a un mandat de gestion sur Sorung Associates et gère des comptes à la Banque privée Edmond de Rothschild SA à Genève. C'est dans cet établissement que l'ancien chef de cabinet du PDG de Sonatrach, Réda Hemche, neveu de M. Khelil, a disposé d'un compte approvisionné de 1,75 million de dollars entre l'été 2009 et janvier 2010.

Lire aussi : En Algérie, d'anciens cadres du groupe pétrolier Sonatrach condamnés

([/afrique/article/2016/02/02/en-algerie-d-anciens-cadres-du-groupe-petrolier-sonatrach-condamnes_4858250_3212.html](#))

Dix-sept sociétés enregistrées

« Ces sociétés offshore n'ont rien d'extraordinaire pour un homme d'affaires international, elles ont été passées à la moulinette par les autorités compétentes, et rien n'a été trouvé », assure

M^e Emmanuel Marsigny, avocat de M. Bedjaoui. Les autorités italiennes ont découvert que le nom du fuyard apparaît dans au moins dix-sept sociétés domiciliées au Panama, aux îles Vierges britanniques et aux Emirats arabes unis. Onze de ses sociétés ont été enregistrées entre 2004 et 2010 par Mossack Fonseca, à la demande de la société suisse Multi Group.

Soupçons de pots-de-vin

Lorsque le nom de M. Bedjaoui apparaît dans la presse en 2013, Mossack Fonseca panique. L'agence d'investigation financière du gouvernement des îles Vierges britanniques lui adresse un courrier, en février 2014, exigeant des détails sur ses sociétés. Notamment Minkle Consultants SA, qu'il détient avec son coaccusé, Omar Habour, domicilié à Neuilly-Sur-Seine et à Genève. Ce dernier, qui possède avec M. Khelil une propriété dans le Maryland, au nord-est des Etats-Unis, aurait reçu un virement de 34,3 millions de dollars (30 millions d'euros) sur un de ses comptes au [Liban](#). Contacté par *Le Monde*, son avocat, Yam Atallah, n'a pas souhaité [réagir](#).

Omar Habour apparaît comme le bénéficiaire effectif de quatre sociétés enregistrées par la firme panaméenne. Interrogée par les autorités des îles Vierges sur la société Girnwood International Engineering Ltd, Mossack Fonseca se contente de [répondre](#) le 8 mars 2014 : « *Le bénéficiaire effectif est M. Farid Bedjaoui.* » Il ne pouvait cependant [ignorer](#) que M. Habour était également partie prenante de la société, aux côtés de Ziad Dalloul, beau-frère de M. Bedjaoui.

« Il y a encore des zones d'ombre, et il est probable que des pots-de-vin aient été versés et que d'autres officiels algériens en aient profité », déclare Djilali Hadjadj, le porte-parole de l'Association algérienne de lutte contre la corruption. Mais la justice algérienne ne coopère pas avec le parquet italien et retient certains renseignements. » Les preuves pourraient bien se [trouver](#) dans des

Précision : contrairement à ce que la [photo](#) en « une » du *Monde* daté du 5 avril (édition imprimée) a pu [laisser croire](#), le nom du président algérien, Abdelaziz Bouteflika, n'apparaît pas dans les « Panama papers ». Ce sont des proches du chef de l'Etat qui sont soupçonnés d'avoir détourné une partie des ressources du pays, comme le relève l'article ci-dessus, paru en page 7 du quotidien.
